

MÉTROPOLE
NICE CÔTE D'AZUR

XXI^e FORUM ANNUEL
GEOPOLITIQUE, CLIMAT, SOCIÉTÉ
L'EUROPE FACE AU CHANGEMENT :
quelles perspectives énergétiques pour 2035 ?

Nice, 30 novembre - 1^{er} décembre 2023

L'EUROPE FACE AU NOUVEAU CONTEXTE GEOPOLITIQUE

Allocution d'ouverture par M. Herman VAN ROMPUY,
Président émérite du Conseil européen,
ancien Premier Ministre de la Belgique,
Président du CIFE

CIFE - CLUB DE NICE

81, rue de France - 06000 NICE

Tél. : 33 (0)4 93 97 93 77

Courriel : marie-france.perdigon@cife.eu
www.cife.eu www.clubdenice.eu

Fax : 33 (0)4 93 97 93 71

La politique énergétique a totalement changé de nature depuis quelques années, principalement en raison de la politique climatique et de la "sécurité", que l'on peut également définir comme l'"autonomie stratégique". Cependant, ce n'est pas la première fois que la politique énergétique est profondément modifiée en Europe. En effet, avant cela (dans les années 1990), il y avait déjà eu une libéralisation, notamment du marché de l'électricité, profondément marquée par la logique de marché ou par l'espoir du bénéfice électoral d'une baisse des prix pour les consommateurs. Le choix de la libéralisation a donc été salué par la gauche et la droite politiques pour diverses raisons.

Cependant, les deux nouveaux développements mentionnés ci-dessus (climat et sécurité) nécessitent plus d'interventionnisme public plutôt que plus de marché. En effet, sans mesures contraignantes, il n'y a peu ou pas de réduction des émissions et il y a même une dépendance excessive à l'égard des "adversaires" stratégiques. Cette contrainte légale provient généralement de mesures européennes approuvées à l'unanimité par les États membres. Nous avons donc besoin de plus de pouvoirs publics et de plus d'Europe. Les deux vont souvent de pair.

Pour l'autonomie climatique et énergétique, nous avons besoin d'une vision à long terme et d'une moindre dépendance à l'égard des prix au comptant. Les investissements dans l'énergie et le climat ont besoin de stabilité et non de volatilité, d'autant plus que les montants nécessaires sont colossaux. On parle de 350 milliards d'euros par an (principalement dans les énergies renouvelables, puis dans l'efficacité énergétique et le stockage). Ces besoins financiers doivent également prendre en compte l'augmentation considérable de la demande de biens et de services électriques qui est attendue. L'électricité représentera la moitié des besoins énergétiques en 2050, ce qui constitue la deuxième vague d'électrification de l'histoire industrielle.

La politique de neutralité climatique en 2050 nous rend plus autonomes stratégiquement c'est-à-dire moins dépendants des importations de combustibles fossiles et élimination progressive du charbon et du gaz grâce au renouvelable. Les deux objectifs centraux (climat et sécurité) se renforcent donc l'un l'autre. Toutefois, ce double choix a un "prix" ou un coût économique à court terme. Il rend également les nouvelles politiques de plus en plus impopulaires, en particulier à une époque où l'inflation est plus élevée qu'au cours de la décennie précédente. Ce coût a également un impact sur la compétitivité de l'UE au niveau mondial.

Je n'apprends rien à personne en disant cela, mais c'est le cadre dans lequel nous travaillons.

Qu'ai-je également remarqué ces dernières années ?

- la révolution du gaz de schiste a fait des États-Unis un producteur de gaz (23 % de la production mondiale) et un exportateur net en termes d'énergie. Cette révolution a totalement renversé la géopolitique au Moyen-Orient. Les États-Unis n'ont plus guère besoin de certains pays de l'OPEP et encore moins de la Russie. Le gaz de schiste a également entraîné dans une première phase la fermeture de nombreuses centrales électriques au gaz dans l'UE, réduisant ainsi la capacité. Dans sa quête de gaz bon marché, l'UE s'est de plus en plus tournée vers la Russie (41 % de toutes les importations de gaz avant l'invasion) ; ce mouvement n'a pas diminué après l'annexion de la Crimée en 2014. Avec cette dernière évolution, cependant, l'économie a été privée d'autonomie stratégique, à court terme comme à long terme. Beaucoup pensaient que les accords avec la Russie étaient économiquement gagnants : nous avions du gaz bon marché et la Russie un marché sûr. En Russie, la politique a primé sur l'économie.

Aujourd'hui, les prix du gaz dans l'UE sont encore plusieurs fois plus élevés qu'aux États-Unis, ce qui constitue un handicap en termes de compétitivité. Les entreprises européennes

consommatrices d'énergie envisagent ou ont déjà décidé de se délocaliser aux États-Unis. La désindustrialisation de l'UE s'en trouve accrue. L'Allemagne, pays le plus industrialisé de l'Union, pourrait également être touchée.

- Nous sommes également, dans une certaine mesure, victimes de décisions politiques prises il y a dix ans et qui ne sont plus adaptées au nouveau monde, en particulier après l'invasion russe et le "Pacte Vert". En fait, nous devons maintenant faire le contraire. L'abandon progressif de l'énergie nucléaire en Allemagne a rendu non seulement le gaz mais aussi le charbon inévitables au détriment de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. C'est une perte tant pour notre sécurité et notre autonomie que pour le climat. De plus, cette décision a été prise unilatéralement, sans consultation des autres pays, notamment de la France. Cependant, au lendemain de la guerre à l'Est, l'énergie nucléaire connaît un regain d'intérêt dans plusieurs pays, tant auprès des décideurs politiques que de la population. Elle est non polluante et accroît notre indépendance, notre "autonomie stratégique".

- Le rôle de l'Union en matière d'énergie s'est de facto considérablement élargi, d'abord par l'organisation d'un marché européen de l'électricité au tournant du siècle, puis par la politique climatique et la guerre en Ukraine. Covid a également joué un rôle à cet égard à cause des problèmes dans les chaînes d'approvisionnement. Ce marché de l'électricité a été mis sous pression en raison de la hausse des prix du gaz et donc de l'électricité à partir de 2018.

Sur le plan de l'approvisionnement, l'UE a remporté de grands succès. En moins d'un an, nous nous sommes libérés d'une dépendance excessive à l'égard de la Russie. L'hiver dernier n'a pas posé de problème grâce à des stocks de gaz importants. L'hiver en cours se présente bien en ce qui concerne les stocks mais on doit rester vigilant compte tenu des incertitudes climatiques et géopolitiques. En ce qui concerne le climat, l'Europe a également remporté des "succès". En 2020, par exemple, nous avons atteint les objectifs en matière d'émissions et d'énergies renouvelables. En ce qui concerne ces dernières, nous sommes même en avance sur le calendrier pour 2030 (42,5 % de la consommation finale brute d'énergie contre 22 % en 2020). Les facteurs perturbateurs sont restés : le fait que le mix énergétique reste une compétence nationale et qu'il y a eu un afflux de subventions gouvernementales nationales à partir de 2021, autorisées par la Commission. Ce dernier point montre à nouveau le rôle de l'Etat. L'État intervient à tous les niveaux sur les objectifs climatiques, les subventions et les investissements. Les champions de l'économie de marché (États-Unis et Allemagne) sont les mêmes en ce qui concerne les subventions nationales !

Cela montre bien comment les tabous tombent sous l'influence d'une crise créée à la fois par des faits extérieurs et par la pression de l'opinion publique et des entreprises.

Aujourd'hui, il est clair que les subventions nationales doivent être progressivement supprimées. En outre, de nouvelles réformes doivent être apportées au marché de l'électricité au niveau européen, notamment par l'injection d'éléments de long terme afin de promouvoir les investissements bas carbone - renouvelables et nucléaire - et de lutter contre la volatilité des prix. L'UE doit également coordonner davantage son action en matière de renforcement des capacités énergétiques puisque les marchés sont interconnectés. Dans ce contexte, il faut plus de projets d'intérêts commun co-financés par la Commission. On a besoin de plus d'Europe. 'L'Europe de la nécessité'.

L'énergie peut donc à nouveau contribuer à une plus grande intégration européenne, comme ce fut le cas avec la CECA en 1950.

Je souhaite aux organisateurs et aux participants un excellent Forum.